

EMC 5ème

PARTIE 2.

Des droits et des devoirs en faveur de l'égalité.

EMC 5ème

Leçon 7 : La réduction des inégalités par l'État.

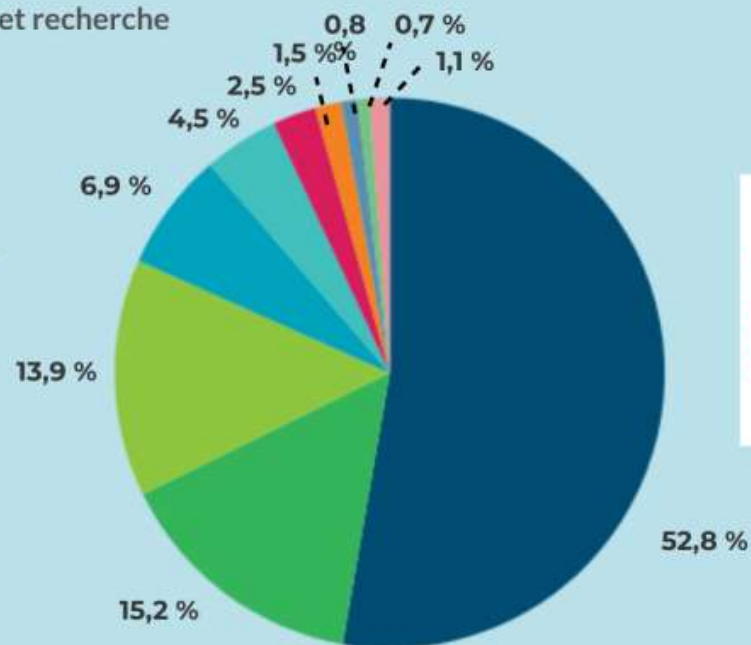
I. Réduire les inégalités grâce aux impôts.

II. Réduire les inégalités grâce à la sécurité sociale.

Répartition des effectifs de l'État

Budget 2020

1026,1	Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche
296	Intérieur et outre-mer
270,7	Armées
133,7	Économie, finances, action et comptes publics
87,6	Justice
47,9	Transition écologique et transports
29,8	Agriculture et alimentation
16,1	Affaires sociales, santé et travail
13,5	Europe et affaires étrangères
21,7	Autres ministères



**1 943 108 emplois
de l'État autorisés
pour 2020**

L'unité de dénombrement des emplois de chaque ministère est le millier d'équivalents temps plein travaillé (ETPT).

5 politiques publiques majeures

Budget 2020

Les dépenses du budget général sont affectées à 32 missions de l'État : les 5 plus importantes d'entre-elles, en terme de montant des crédits (les dégrèvements d'impôts et le remboursement de la dette mis à part) sont les suivantes :



ÉDUCATION ET RECHERCHE
102,7 Md€

- Mission « Enseignement scolaire »
74 Md€
- Mission « Recherche et enseignement supérieur »
28,7 Md€



DÉFENSE ET SÉCURITÉS
66,6 Md€

- Mission « Défense »
46,1 Md€
- Mission « Sécurités »
20,5 Md€



POLITIQUES SOCIALES
54,5 Md€

- Mission « Cohésion des territoires »
15,2 Md€
- Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »
26,3 Md€
- Mission « Travail et emploi »
13 Md€



DÉVELOPPEMENT DURABLE
13,3 Md€

- Mission « Écologie, développement et mobilité durables »



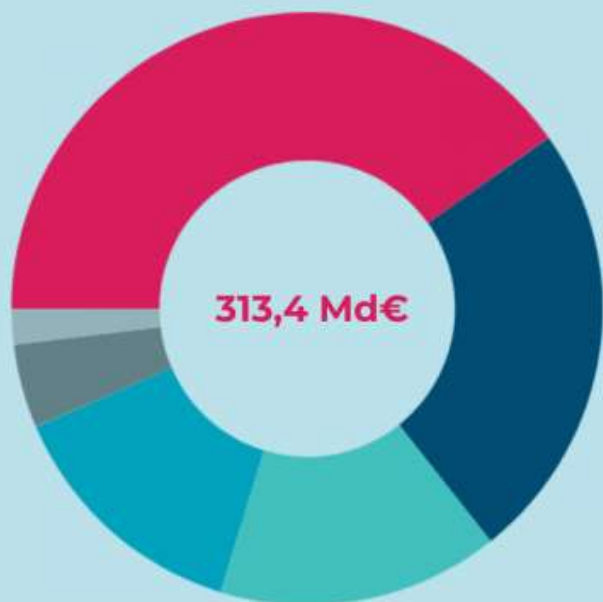
JUSTICE
9,4 Md€

- Mission « Justice »

Les recettes du budget général de l'État

Budget 2020

RECETTES AVANT PRÉLÈVEMENTS



313,4 Md€

PRÉLÈVEMENTS SUR RECETTES

Prélèvements au profit des collectivités territoriales

41,2 Md€

Prélèvements au profit de l'Union européenne

21,5 Md€

=

Recettes nettes
250,7 Md€

TVA : 126 Md€	Contributions fiscales diverses : 43,1 Md€
Impôt sur le revenu : 75,7 Md€	Recettes non fiscales : 14,4 Md€
Impôt sur les sociétés : 48,2 Md€	Recettes de fonds de concours : 6 Md€

Document 1 : le calcul de l'impôt sur le revenu.

Le montant de l'impôt payé par chaque ménage est obtenu en multipliant le revenu annuel imposable par le taux correspondant. Voici les tranches du barème et les taux d'imposition applicables en 2024.

Jusqu'à 11 294	: 0%
De 11 295 à 28 797	: 11,00%
De 28 798 à 82 341	:30,00%
De 82 342 à 177 106	: ...41,00%
plus de 177 106	:45,00 %

Document 2 : portraits de contribuables.

Foyer 1 : Corinne a un salaire de 2000 euros par mois. Elle a trois enfants et son mari n'a pas d'emploi. Elle ne paye pas d'impôt sur le revenu.

Foyer 2 : Kevin est célibataire. Il gagne 2000 euros par mois. En 2024, il paiera 774 euros d'impôts sur le revenu.

1) D'après les documents 1 et 2, en fonction de quels éléments est calculé le montant de l'impôt à payer ? Pourquoi cela permet-il de réduire les inégalités ?

Le montant des impôts est calculé en fonction du revenu et du nombre de personnes vivant dans le foyer. Cela permet de réduire les inégalités car ceux qui gagnent le plus d'argent et sont célibataires, paient, proportionnellement, plus d'impôts qu'une famille ou un foyer ayant peu de revenus.

Document 3 : Ce que dit la loi.

Article 13 : Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. »

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, 1789.

2) La façon de calculer l'impôt est-elle conforme à la DDHC ?
Justifie ta réponse.

La façon de calculer l'impôt est conforme à la DDHC puisqu'il est dit dans la DDCH que l'impôt doit être réparti entre tous les citoyens en fonction de leurs possibilités.

I. Réduire les inégalités grâce aux impôts.

L'État intervient dans plusieurs domaines, notamment l'éducation, la défense et la sécurité, les politiques sociales, le développement durable et la justice. Ces interventions impliquent l'emploi de nombreux fonctionnaires (employés de l'État) et le financement de différents projets et actions.

Pour financer tout cela, l'Etat a besoin d'argent. Au nom de l'égalité et de la solidarité, tous les citoyens participent au fonctionnement de l'Etat. Si certaines taxes sont les mêmes pour tous, l'impôt sur le revenu varie en fonction du nombre de personnes vivant dans le foyer et du revenu annuel du foyer.

EMC 5ème

Leçon 6 : La réduction des inégalités par l'État.

I. Réduire les inégalités grâce aux
impôts.

II. Réduire les inégalités grâce à
la sécurité sociale.

Document 1 : La mise en place de la protection sociale.

En France, l'État s'est longtemps limité à un rôle d'assistance : jusqu'au début du XXème siècle, en effet, la bienfaisance publique a remplacé la charité de l'Eglise chrétienne, mais demeure réservée aux personnes dans l'incapacité de travailler (enfants, vieillards et infirmes). La protection des travailleurs repose sur la prévoyance individuelle, ou sur une protection collective d'initiative privée (mutuelles de salariés, institutions patronales).

La mise en place de la protection sociale se manifeste par la loi sur la réparation des accidents du travail (1898), puis par la loi sur les assurances sociales (1930) qui prévoit une couverture des risques vieillesse, maladie, maternité, décès et invalidité.

Le système français de Sécurité sociale initié par le juriste Pierre Laroque en 1945 est financé par les cotisations des travailleurs, mais vise à la mise en place d'un système généralisé, centralisé et global de sécurité sociale. L'intervention de l'État dans l'économie et la société prend toute son ampleur, avec la généralisation des systèmes de Sécurité sociale et la mise en place des politiques de redistribution des revenus.

Les différents aspects de la protection sociale.





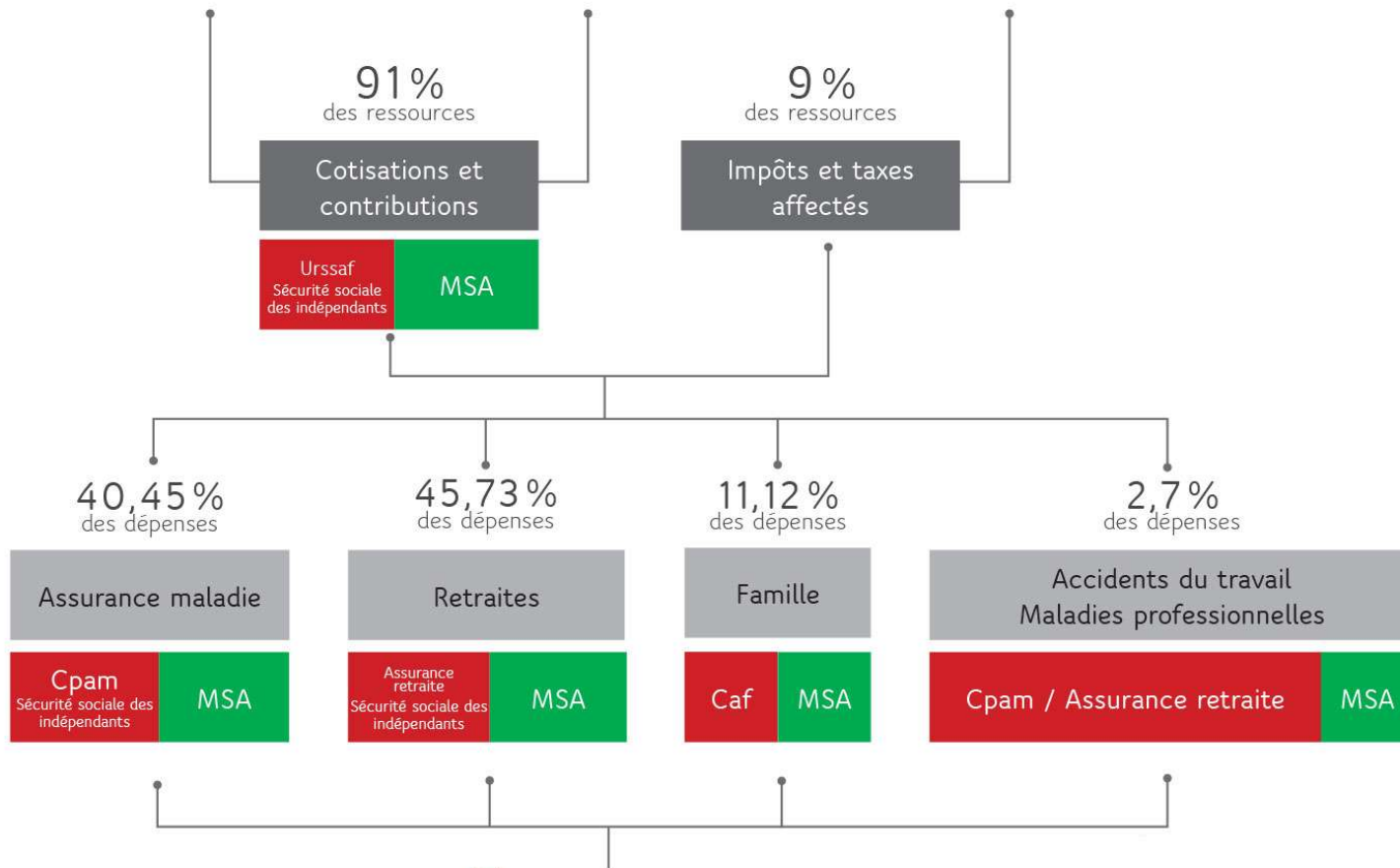
Les travailleurs versent une partie de leur salaire (environ 15,9% de ton salaire brut chaque mois)*.



Les entreprises reversent une partie de leurs richesses (environ 29% des salaires bruts versés)*.



L'État reverse une partie des impôts collectés, notamment les taxes sur le tabac et l'alcool.

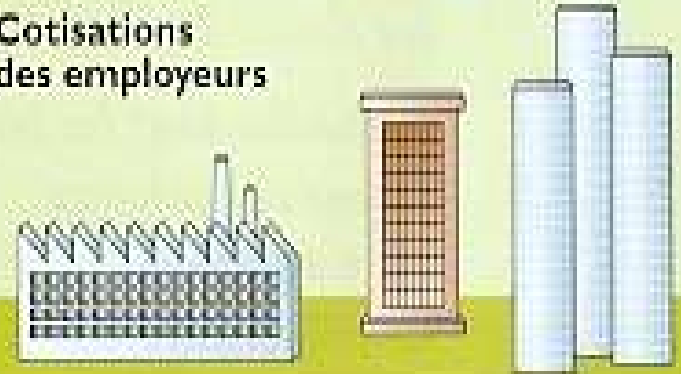


RECETTES

Cotisations des salariés



Cotisations des employeurs



Impôts et taxes



URSSAF¹

→ Cotisations sociales

→ Prestations sociales

1. administration en charge de la collecte et de la redistribution des cotisations sociales.

DÉPENSES

Sécurité sociale

Maladie

- ▶ Remboursement maladie, maternité, invalidité, accident du travail
- ▶ Indemnités journalières perçues en cas d'arrêt de travail



Aides aux familles

- ▶ Allocations familiales



Viellissement

- ▶ Pensions de retraite



I. Réduire les inégalités grâce à la sécurité sociale.

La protection sociale s'est mise en place progressivement à partir de 1898. Depuis 1945 et la création de la sécurité sociale, l'Etat garantit une protection sociale pour tous dans différents domaines : santé, famille, retraite...

La protection sociale est financée par les cotisations des travailleurs, des entreprises et de l'Etat. Les recettes sont ensuite réparties entre les trois caisses nationales d'assurance maladie, d'allocations familiales et d'assurance vieillesse. Chacun est responsable de son bon fonctionnement.

Cotisation : somme d'argent versée obligatoirement par les travailleurs et les entreprises en France pour financer la protection sociale.